

FRENE

164 rue des Albatros-34000 MONTPELLIER

ASSEMBLEE GENERALE DU 28 MARS 2025
RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES OPERATIONS DE L'EXERCICE 2024

- RAPPORT SUR LES COMPTES ANNUELS
- ANNEXES FINANCIERES

FRENE

164 rue des Albatros
34000 MONTPELLIER

ASSEMBLEE GENERALE DU 28 MARS 2025

*_*_*_*_*_*_*_*_*_*

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2024**

*_*_*_*_*_*_*_*_*_*

Mesdames, Messieurs,

OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels du **FRENE** relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

FONDEMENT DE L'OPINION

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

.../...

FB

.../...

JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, outre les points décrits dans la partie observation, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur :

- le caractère approprié des principes comptables appliqués, notamment pour ce qui concerne la correcte application des principes comptables applicables à l'association,
- les modalités définitives, s'il y a lieu, d'arrêté des résultats des exercices précédents suite à l'avis des autorités administratives assurant le financement des établissements et services de l'association,
- la comptabilisation des affectations définitives des résultats conformément aux décisions des dits financeurs au cours de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

VERIFICATION DU RAPPORT FINANCIER ET DES AUTRES DOCUMENTS ADRESSES AUX MEMBRES DE L'ASSOCIATION

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier et dans les autres documents adressés aux membres de l'association sur la situation financière et les comptes annuels.

RESPONSABILITE DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

.../...

fb

RESPONSABILITE DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS
--

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Une description plus détaillée de nos responsabilités de commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels figure dans l'annexe du présent rapport et en fait partie intégrante.

Fait à Paris, le 13 mars 2025



Fatima BOUNIA
Commissaire aux Comptes
Compagnie Régionale de Paris

ANNEXE

DESCRIPTION DETAILLEE DES RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- ✓ Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- ✓ Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- ✓ Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- ✓ Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- ✓ Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.



Bilan Actif

		31/12/2024			31/12/2023
		Brut	Amort. et Dépréc.	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
	Frais d'établissement				
	Frais de recherche et de développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Concessions brevets droits similaires				
	Autres immobilisations incorporelles (1)	22 723	17 673	5 050	12 624
	Immobilisations incorporelles en cours				
	Avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
	Terrains				
	Constructions				
	Installations techniques, mat. et outillage indus.	980	980		
	Autres immobilisations corporelles	14 320	13 122	1 198	1 634
	Immobilisations corporelles en cours				
	Avances et acomptes				
	BIENS RECUS PAR LEGS OU DONATIONS DESTINES A ETRE CEDES				
	IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)				
	Participations évaluées selon mise en équival.				
	Autres participations				
	Créances rattachées à des participations				
	Autres titres immobilisés	76		76	76
	Prêts				
	Autres immobilisations financières	1 000		1 000	1 000
TOTAL (I)		39 099	31 775	7 323	15 334
ACTIF CIRCULANT	STOCKS ET EN-COURS				
	Matières premières, approvisionnements				
	En-cours de production de biens				
	En-cours de production de services				
	Produits intermédiaires et finis	17 050	8 653	8 398	8 687
	Marchandises				
	Avances et Acomptes versés sur commandes	8 588		8 588	20 469
	CREANCES (3)				
	Créances clients, usagers et comptes rattachés	40 136	1 365	38 771	85 961
	Créances reçues par legs ou donations				
	Autres créances	901 330		901 330	308 593
	VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT				
	DISPONIBILITES	139 734		139 734	58 402
COMPTES DE REGULARISATION	Charges constatées d'avance	1 645		1 645	1 343
	TOTAL (II)	1 108 484	10 018	1 098 466	483 454
	Frais d'émission d'emprunt à étaler (III)				
	Primes de remboursement des obligations (IV)				
	Ecarts de conversion actif (V)				
TOTAL ACTIF (I à V)		1 147 583	41 793	1 105 790	498 788
(1) dont droit au bail					
(2) dont à moins d'un an				1 000	1 000
(3) dont à plus d'un an					

Bilan Passif

		31/12/2024	31/12/2023
FONDS PROPRES	Fonds propres sans droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Fonds propres avec droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires	30 000	30 000
	Ecarts de réévaluation		
	Réserves		
	Réserves statutaires ou contractuelles	79 057	79 057
	Réserves pour projet de l'entité	15 245	15 245
	Autres		
	Report à nouveau	(136 867)	(145 208)
	Excédent ou déficit de l'exercice	1 248	8 341
	Total des fonds propres (situation nette)	(11 316)	(12 565)
	Fonds propres consommables		
	Subventions d'investissement	3 467	8 667
	Provisions réglementées		
	Total des autres fonds propres	3 467	8 667
	Total des fonds propres	(7 850)	(3 898)
Fonds reportés et dédiés	Fonds reportés liés aux legs ou donations		
	Fonds dédiés sur subventions d'exploitation		
	Fonds dédiés sur contributions financières d'autres organismes		
	Fonds dédiés sur ressources liées à la générosité du public		
	Total des fonds reportés et dédiés		
Provisions	Provisions pour risques		
	Provisions pour charges	36 297	34 116
	Total des provisions	36 297	34 116
DETTES (1)	DETTES FINANCIERES		
	Emprunts obligataires convertibles		
	Autres emprunts obligataires		
	Emprunts dettes auprès des établissements de crédit (2)	22 248	191
	Emprunts et dettes financières divers		
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		60
	DETTES D'EXPLOITATION		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	83 413	111 157
	Dettes des legs ou donations		
	Dettes fiscales et sociales	42 110	31 951
	DETTES DIVERSES		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	80 045	105 380
	Autres dettes		
	Produits constatés d'avance	849 527	219 831
	Total des dettes	1 077 342	468 570
	Ecarts de conversion passif		
	TOTAL PASSIF	1 105 790	498 788
Résultat de l'exercice exprimé en centimes		1 248,21	8 340,86
(1) Dont à moins d'un an		1 065 162	467 910
(2) Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP		154	191

Compte de Résultat 1/2

		31/12/2024	31/12/2023
		12 mois	12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION	Cotisations	10 550	10 520
	Vente de biens et services		
	Ventes de biens	1 612	1 799
	dont ventes de dons en nature		
	Ventes de prestations de service	96 481	86 382
	dont parrainages		
	Produits de tiers financeurs		
	Concours publics et subventions d'exploitation	341 777	329 703
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
	Ressources liées à la générosité du public		
	Dons manuels	1 839	790
	Mécénats	115 850	159 256
	Legs, donations et assurances-vie		
	Contributions financières	4 000	3 000
	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	122	48 906
	Utilisations des fonds dédiés		9 345
	Autres produits	44 159	40 197
Total des produits d'exploitation		616 390	689 899
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats de marchandises	42	1 301
	Variation de stock		
	Achats de matières et autres approvisionnements		
	Variation de stock		
	Autres achats et charges externes	249 151	306 310
	Aides financières		
	Impôts, taxes et versements assimilés	8 632	6 876
	Salaires et traitements	266 313	266 946
	Charges sociales	84 567	94 340
	Dotation aux amortissements et dépréciations	8 744	8 973
	Dotation aux provisions	2 181	
	Reports en fonds dédiés		
	Autres charges	143	2 872
Total des charges d'exploitation		619 775	687 619
RESULTAT D'EXPLOITATION		(3 385)	2 280

Compte de Résultat 2/2

		31/12/2024	31/12/2023
RESULTAT D'EXPLOITATION		(3 385)	2 280
PRODUITS FINANCIERS	De participation	2	1
	D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé		
	Autres intérêts et produits assimilés	533	704
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
	Différences positives de change		
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total des produits financiers		534	704
CHARGES FINANCIERES	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	Intérêts et charges assimilées	1 100	4
	Différences négatives de change		
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total des charges financières		1 100	4
RESULTAT FINANCIER		(566)	700
RESULTAT COURANT avant impôts		(3 951)	2 980
PRODUITS EXCEPTIONNELS	Sur opérations de gestion		161
	Sur opérations en capital	5 200	5 411
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
Total des produits exceptionnels		5 200	5 572
CHARGES EXCEPTIONNELLES	Sur opérations de gestion	1	
	Sur opérations en capital		211
	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Total des charges exceptionnelles		1	211
RESULTAT EXCEPTIONNEL		5 199	5 361
Participation des salariés aux résultats			
Impôts sur les bénéfices			
TOTAL DES PRODUITS		622 124	696 175
TOTAL DES CHARGES		620 876	687 834
EXCEDENT ou DEFICIT		1 248	8 341
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Dons en nature			
Prestations en nature		13 730	8 495
Bénévolat		44 699	61 030
TOTAL		58 429	69 525
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Secours en nature			
Mise à disposition gratuite de biens		13 730	8 495
Prestations			
Personnel bénévole		44 699	61 030
TOTAL		58 429	69 525

Règles et Méthodes Comptables

Réseau français d'éducation à la nature et à l'environnement, le FRENE (anciennement Réseau École et Nature) est né en 1983 du besoin des enseignants et des animateurs nature de se rencontrer, d'échanger et d'améliorer leurs pratiques.

Le FRENE promeut une éducation populaire, laïque et émancipatrice. Cette éducation participe à la conscience de notre propre place en tant qu'être humain de la nature et dans le monde. Il est une ressource pour agir ensemble par des actions concrètes.

Grâce au réseau d'acteurs qu'il développe et représente, le FRENE assure une fonction de premier plan dans la dynamique nationale de l'éducation à l'environnement (EE). Dans le respect de leurs approches, de leurs appartenances et de leurs pratiques, le FRENE se met au service de tous les acteurs de l'EE.

Association depuis 1990, le FRENE est aujourd'hui agréé protection de la nature, association jeunesse éducation populaire, reconnue d'intérêt général avec possibilité de rescrits fiscaux et reconnue au titre du programme - Partenaire engagé pour la nature -.

Les comptes annuels de l'exercice ont été élaborés et présentés conformément aux règles générales applicables en la matière et dans le respect du principe de prudence.

Le bilan de l'exercice présente un total de **1 105 790 euros**.

Le compte de résultat, présenté sous forme de liste, affiche un total **produits** de **622 124 euros** et un total **charges** de **620 876 euros**, dégageant ainsi un **résultat** de **1 248 euros**.

L'exercice considéré débute le **01/01/2024** et finit le **31/12/2024**.

Il a une durée de **12 mois**.

Les conventions générales comptables ont été appliquées conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation.
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre.
- indépendance des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Aucun changement dans les méthodes d'évaluation et dans les méthodes de présentation n'a été apporté à l'exception de la comptabilisation des remboursements de frais en autres produits depuis cet exercice..

Règles et Méthodes Comptables

Les principales méthodes utilisées sont :

Immobilisations

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée normale d'utilisation des biens.

Les éléments non amortissables de l'actif immobilisé sont inscrits pour leur valeur brute constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

Stocks et en cours

Les matières et marchandises ont été évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires).

Les produits en cours de production ont été évalués à leur coût de production.

Une provision pour dépréciation des stocks égale à la différence entre la valeur brute et le cours du jour ou la valeur de réalisation déduction faite des frais proportionnels de vente, est effectuée lorsque cette valeur brute est supérieure.

Créances et dettes

Les créances et les dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

Les créances clients présentées dans le tableau de financement, ont été retenues pour leur valeur brute, conformément aux principes comptables.

Disponibilités

Les liquidités disponibles en banque ou en caisse ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Règles et Méthodes Comptables

Achats

Les frais accessoires d'achat payés à des tiers n'ont pas été incorporés dans les comptes d'achat, mais ont été comptabilisés dans les différents comptes de charge correspondant à leur nature.

Provisions pour risques et charges :

Des provisions pour risques et charges sont constituées dès qu'un élément du patrimoine a une valeur économique négative pour l'entité, qui se traduit par une obligation à l'égard d'un tiers dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers, sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci.

Indemnités de fin de carrière :

L'association a décidé de provisionner le montant des engagements pour départ à la retraite dans ses comptes. Le mode de calcul est indiqué ci-après. L'association valorise et comptabilise l'engagement en matière de retraite conformément à la Convention collective nationale des métiers de l'éducation, de la culture, des loisirs et de l'animation agissant pour l'utilité sociale et environnementale, au service des territoires (ÉCLAT) applicable dans l'association. La convention collective préconise une indemnité de fin de carrière de l'animation applicable dans l'association. La convention collective préconise une indemnité de fin de carrière valorisée à compter d'un an d'ancienneté à 1/4 de mois de salaire par année de présence, portée à 1/3 de mois de salaire à compter de la 11ème année de présence.

Cet engagement est valorisé à hauteur de 36 297 euros à fin 2024 et a donné lieu à une dotation de provision sur l'exercice compte tenu qu'il serait estimé que ce montant couvrirait les départs futurs de l'association.

Contributions volontaires :

Conformément au règlement comptable CRC 99-01, les contributions volontaires ont fait l'objet d'une valorisation dans les conditions suivantes :

Les contributions en travail sont valorisées aux tarifs du personnel de remplacement selon la base du smic horaire brut avec charges sociales patronales incluses. Les contributions en biens et services sont valorisées pour leur coût réel soit au prix de marché. Par prudence les coûts minima ont été retenus

Subventions et Mécenats : versements reçus sur 2024 :

100 K€ MTES

100 K€ Fondation Total

68.7 K€ OFB

60 K€ ERASMUS

35 K€ Fondation Nature et Découverte

22.5 K€ DJEPVA

20 K€ Fondation de France

14.2 K€ FONJEP

13 K€ Ministère de la justice

5 K€ Ministère éducation nationale DGESCO

Immobilisations

		Valeurs brutes début d'exercice	Mouvements de l'exercice				Valeurs brutes au 31/12/2024
			Augmentations		Diminutions		
			Réévaluations	Acquisitions	Virt p.à p.	Cessions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement						
	Donations temporaires d'usufruit						
	Autres	22 723					22 723
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	22 723					22 723
CORPORELLES	Terrains						
	Constructions sur sol propre sur sol d'autrui instal. agencé aménagement						
	Instal technique, matériel outillage industriels	980					980
	Instal., agencement, aménagement divers						
	Matériel de transport						
	Matériel de bureau, informatique et mobilier	13 761		559			14 320
	Emballages récupérables et divers						
	Immobilisations corporelles en cours						
	Avances et acomptes						
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES		14 741		559			15 300
BIENS RECUS PAR LEGS OU DONATIONS DESTINES A ETRE CEDES							
FINANCIERES	Participations évaluées en équivalence						
	Autres participations						
	Autres titres immobilisés	76					76
	Prêts et autres immobilisations financières	1 000					1 000
	TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES	1 076					1 076
TOTAL		38 540		559			39 099

Amortissements

		Amortissements début d'exercice	Mouvements de l'exercice		Amortissements au 31/12/2024
			Dotations	Diminutions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Autres	10 099	7 574		17 673
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	10 099	7 574		17 673
CORPORELLES	Terrains				
	Constructions sur sol propre				
	sur sol d'autrui				
	instal. agencement aménagement				
	Instal technique, matériel outillage industriels	980			980
	Autres instal., agencement, aménagement divers				
	Matériel de transport				
	Matériel de bureau, mobilier	12 127	995		13 122
Emballages récupérables et divers					
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES		13 107	995		14 102
TOTAL		23 206	8 569		31 775

Provisions

		Début exercice	Augmentations	Diminutions	31/12/2024
PROVISIONS REGLEMENTEES	Reconstruction gisements miniers et pétroliers				
	Provisions pour investissement				
	Provisions pour hausse des prix				
	Provisions pour amortissements dérogatoires				
	Provisions fiscales pour prêts d'installation				
	Provisions autres				
	PROVISIONS REGLEMENTEES				
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	Pour litiges				
	Pour garanties données aux clients				
	Pour pertes sur marchés à terme				
	Pour amendes et pénalités				
	Pour pertes de change				
	Pour pensions et obligations similaires				
	Pour impôts				
PROVISIONS POUR DEPRECIATION	Pour renouvellement des immobilisations				
	Provisions pour gros entretien et grandes révisions				
	Pour chges sociales et fiscales sur congés à payer				
	Autres	34 116	2 181		36 297
	PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	34 116	2 181		36 297
	Sur immobilisations { incorporelles corporelles legs ou donations des titres mis en équivalence titres de participation autres immo. financières				
	Sur stocks et en-cours	8 670		17	8 653
PROVISIONS POUR DEPRECIATION	Sur comptes clients, usagers	1 295	175	105	1 365
	Sur créances reçues par legs ou donations				
	Autres				
	PROVISIONS POUR DEPRECIATION	9 965	175	122	10 018
TOTAL GENERAL		44 081	2 356	122	46 315
Dont dotations et reprises { - d'exploitation - financières - exceptionnelles			2 356	122	
Titres mis en équivalence : montant de la dépréciation à la clôture de l'exercice calculée selon les règles prévues à l'article 39-1.5e du C.G.I.					

Créances et Dettes

		31/12/2024	1 an au plus	plus d'1 an
CREANCES	Créances rattachées à des participations			
	Prêts			
	Autres immobilisations financières	1 000	1 000	
	Clients, usagers douteux ou litigieux	1 365	1 365	
	Autres créances clients, usagers	38 771	38 771	
	Créances représentatives des titres prêtés			
	Personnel et comptes rattachés			
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	134	134	
	Impôts sur les bénéfices			
	Taxes sur la valeur ajoutée			
	Autres impôts, taxes versements assimilés			
	Divers	896 400	896 400	
	Confédération, fédération, union, entités affiliées			
	Créances reçues par legs ou donations			
	Débiteurs divers	4 796	4 796	
	Charges constatées d'avance	1 645	1 645	
TOTAL DES CREANCES		944 111	944 111	
Prêts accordés en cours d'exercice				
Remboursements obtenus en cours d'exercice				
Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)				

		31/12/2024	1 an au plus	1 à 5 ans	plus de 5 ans
DETTES	Emprunts obligataires convertibles				
	Autres emprunts obligataires				
	Emprunts dettes ets de crédit à 1an max. à l'origine	154	154		
	Emprunts dettes ets de crédit à plus 1 an à l'origine	22 094	9 913	12 180	
	Emprunts et dettes financières divers				
	Fournisseurs et comptes rattachés	83 413	83 413		
	Dettes des legs ou donations				
	Personnel et comptes rattachés	7 629	7 629		
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	19 986	19 986		
	Impôts sur les bénéfices				
	Taxes sur la valeur ajoutée				
	Obligations cautionnées				
	Autres impôts, taxes et assimilés	14 494	14 494		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
	Confédération, fédération, union, entités affiliées				
	Autres dettes	80 045	80 045		
	Dettes représentatives de titres empruntés				
	Produits constatés d'avance	849 527	849 527		
TOTAL DES DETTES		1 077 342	1 065 162	12 180	
Emprunts souscrits en cours d'exercice		30 000			
Emprunts remboursés en cours d'exercice		8 581			
Emprunts dettes associés (personnes physiques)					

Variation des Fonds Propres

	Fonds propres clôture 31/12/2023	Affectation du résultat N-1	Augmentation	Diminution ou consommation	Fonds propres clôture 31/12/2024
Fonds propres sans droit de reprise					
Fonds propres avec droit de reprise	30 000				30 000
Ecart de réévaluation					
Réserves statutaires ou contractuelles					
Réserves pour projet de l'entité	79 057				79 057
Autres réserves	15 245				15 245
Report à nouveau	(145 208)	8 341			(136 867)
Excédent ou déficit de l'exercice	8 341	(8 341)	1 248		1 248
Situation nette	(12 565)		1 248		(11 316)
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement	8 667			5 200	3 467
Provisions réglementées					
TOTAL	(3 898)		1 248	5 200	(7 850)

Variation des Fonds Dédiés

	Fonds dédiés clôture 31/12/2023	Reports	Utilisations		Transferts	Fonds dédiés clôture 31/12/2024	
			Montant global	dont rembour- sements		Montant global	dont fds dédiés à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices
Subventions d'exploitation							
Cf.état Subventions d'exploitation							
Contributions financières d'autres org.							
Ressources liées à la générosité du public							
TOTAL							

Subventions d'exploitation

Subventions d'exploitation	Fds dédiés clôt. N-1	Reports	Utilisations		Transferts	Fonds dédiés clôt. N	
			Mt global	dt rbst		Mt global	dt pjts ss dep
Totalisation							

f3

Variation des Subventions d'Investissement

	Subventions à la clôture 31/12/2023	Augmentation	Diminution	Subvention à la clôture 31/12/2024
Subventions d'investissement				
Subventions d'équipement	15 600			15 600
Autres subventions d'investissement				
Montant nominal	15 600			15 600
Quotes-parts virées au compte de résultat	6 933	5 200		12 133

Charges constatées d'avance

	Période	Montants	31/12/2024
Charges constatées d'avance - EXPLOITATION		1 645	1 645
Charges constatées d'avance - FINANCIERES			
Charges constatées d'avance - EXCEPTIONNELLES			
TOTAL			1 645

FB

Produits constatés d'avance

	Période	Montants	31/12/2024
Produits constatés d'avance - EXPLOITATION		849 527	849 527
Produits constatés d'avance - FINANCIERS			
Produits constatés d'avance - EXCEPTIONNELS			
TOTAL			849 527